

Villes accueillantes

À Bayonne, des bénévoles, appuyés par la mairie et soutenus par l'intervention de travailleurs sociaux, ont monté en quelques semaines un centre d'accueil pour les exilés. La municipalité revendique une politique d'accueil.

BAYONNE, à 30 km de la frontière espagnole, voit arriver depuis l'été dernier un afflux de migrants à sa gare routière. Un collectif militant baptisé « Diakité » a monté avec le soutien de la mairie un centre d'accueil pour ces exilés en transit vers d'autres villes. D'abord installé dans les locaux désaffectés de l'ancien centre communal d'action sociale, le centre a déménagé fin novembre dans une ancienne caserne remise aux normes et équipée par la mairie – de sanitaires, douches, lave-linge, dortoirs, connexion internet, espace dédié aux femmes. Le lieu est cogéré par les 350 bénévoles du collectif Diakité, et par sept salariés de l'association Atherbea, historique dans la région et gestionnaire de deux Centres d'accueil et d'orientation. « Le centre accueille entre 100 et 200 personnes par jour, avec un nombre variable de bénévoles – c'est pourquoi on nous a mandatés pour structurer l'organisation et assurer une présence en continu », explique le Directeur d'Atherbea. L'association a recruté six accueillants qui se relaient 24 heures sur 24, et un coordinateur, diplômé du Caféruis. Les salaires sont pris en charge par la communauté d'agglomération.

L'activité du centre est organisée en « pôles ». « Le pôle accueil reçoit les nouveaux arrivants, note leur identité sur une base déclarative, et leur remet un bracelet qui facilite les entrées et les sorties », explique Cédric Pédouan, coordinateur. Le pôle alimentation s'occupe des repas, qui le midi sont livrés par un prestataire et

le soir cuisinés par des bénévoles avec des denrées de la banque alimentaire. Le pôle transport aide à réserver et acheter des billets de bus en ligne au meilleur prix, avec leur propre argent. Le pôle vestiaire fournit des vêtements grâce à des appels aux dons ciblés. Enfin, des infirmiers et médecins bénévoles assurent des premiers soins et aiguillent vers l'hôpital si besoin, notamment les femmes enceintes. L'accueil dans le centre est limité à trois jours. « Des fois ils ont déjà leur billet et repartent dans la journée », souligne Cédric Pédouan. Depuis novembre, 3 000 migrants sont passés par le centre, dont 600 mineurs. « En fonction de leur vulnérabilité (âge, absence de contacts en France) les mineurs sont orientés vers les services de protection de l'enfance du département, via la Cimade », ajoute-t-il.

Aux abonnés absents

Le comité de pilotage – mairie, communauté d'agglomération, Atherbea, Diakité, et les référents des pôles – se réunit une fois par semaine. « La mairie est très investie », constate Cédric Pédouan, qui sollicite souvent les services techniques. « Le maire a voulu répondre à cette situation d'urgence humanitaire, rapporte David Tollis, directeur général adjoint à la mairie, il a investi 150 000 euros dans l'aménagement du local, et le coût de fonctionnement du centre d'accueil s'élève à 70 000 euros par mois, supportés par la communauté d'agglomération ». L'État en revanche brille par son absence : « Il n'encourage pas cette action, mais laisse faire », résume le DG d'Atherbea, en contact avec le préfet. La municipalité a sollicité son aide financière et attend une réponse.

Des élus d'autres villes investis dans cet accueil humanitaire ont créé il y a quelques mois l'association nationale des villes et territoires accueillants (Anvita) : « Nantes, Montreuil, Briançon, ... cinquante communes nous ont rejoint, rapporte son président Damien Carême, maire de Grande-Synthe qui a prévu de contacter son homologue de Bayonne. On revendique ce positionnement d'hospitalité et on veut partager nos pratiques d'accueil. Hier encore j'avais 400 exilés à la rue et j'ai ouvert deux gymnases pour en héberger 280, on demande à l'État une réponse plus pérenne. »

Mariette Kammerer

